

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

Tweets du mois



Sean Kelly MEP

@SeanKellyMEP

25 Fév.

I met today with Folker and Florence of the @EOCEUOffice, to discuss Data Protection Reform and its impact on sport

Erasmus+

@EUErasmusPlus

4 Mars

.@EOCEUOffice The status of Switzerland remains unchanged. Only organisations from Programme Countries can be applicants #eusportchat

EESC SOC section

@EESC_SOC

9 Mars

F Hellmund: What #sport could do best is to motivate people to get involved in society @EOCEUOffice #EESC hearing

Table des matières

Editorial 2

UNION EUROPEENNE ET SPORT

Groupe d'experts du Conseil sur la manipulation des compétitions sportives 2

Groupe d'experts du Conseil sur la bonne gouvernance dans le sport 3

Conférence « Comment le sport peut-il contribuer à la promotion des valeurs européennes? » 4

Le sport au cœur des récents travaux sur l'égalité des genres 5

Project « *Sport Respects Your Rights* » : violence sexuelle et harcèlement dans le sport 6

La politique étrangère de l'UE et le sport: Le Kosovo et Bakou au cœur de l'actualité 7

INFORMATIONS INTERNES ET AGENDA

L'assemblée générale d'ENGSO à Lisbonne les 29 et 30 Avril prochains 8

Dates importantes en avril 2015 8

COIN DES PARTENAIRES

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

EDITORIAL

Le bureau des COE auprès de l'UE a décidé de se doter d'un nouveau design pour ses différents outils de communication. Faisant suite au lancement de la nouvelle version de notre [site internet](#) à l'automne dernier, j'ai le plaisir, ce mois-ci, de vous présenter la nouvelle version de notre rapport mensuel.

J'espère que ce rapport mensuel du bureau des COE auprès de l'UE restera, pour vous tous, une source d'informations utile. A travers lui, nous nous efforçons de vous tenir au courant des dernières évolutions de la politique européenne du sport. Cet espace éditorial sera régulièrement utilisé pour commenter l'actualité de la politique sportive de l'UE.

Dès la prochaine édition, nous allons également offrir l'opportunité à nos organisations partenaires d'informer sur leurs activités et leurs événements liés à l'UE, grâce au *Coin des partenaires*. De plus amples informations sur ce nouvel outil seront envoyées à nos partenaires durant les prochaines semaines.

Si vous avez des commentaires ou des propositions sur notre rapport mensuel, nous serions très heureux de recevoir vos contributions.

Bonne lecture !



Folker Hellmund
Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

UNION EUROPEENNE ET SPORT

Groupe d'experts du Conseil sur la manipulation des compétitions sportives

La seconde réunion du groupe d'experts du Conseil sur la manipulation des compétitions sportives (« match-fixing ») s'est tenue à Bruxelles le 25 Mars 2015. Admis en tant qu'observateur, le bureau des COE auprès de l'UE a pris part aux discussions aux côtés d'autres organisations sportives comme ENGSO, le CIO, la FIFA et l'UEFA.

La réunion a commencé par un point d'actualité sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation des compétitions sportives, qui, jusqu'à présent, a été signée par 18 Etats dont 9 membres de l'UE (Allemagne, Bulgarie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Lituanie, Pays-Bas, Portugal). Suivant une décision du collège des commissaires et après avis de son

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

service juridique, la Commission Européenne a désormais formellement demandé un mandat au Conseil afin de pouvoir signer la Convention au nom de l'UE. La Commission a invité tous les Etats membres à signer. La ratification reste cependant suspendue à la décision de la CJUE concernant la compatibilité de la Convention avec les traités européens, question soulevée par Malte. De nombreux participants au groupe d'experts ont insisté sur l'importance de signer et de mettre en place la Convention aussi vite que possible.

La réunion s'est ensuite poursuivie avec une présentation d'Europol et d'Interpol, qui ont exposé leurs actions contre les infractions

criminelles liées aux rencontres truquées, puis par l'explication, par certains Etats Membres, des dernières actualités concernant leur plan d'action national.

Suite à une demande du bureau des COE auprès de l'UE, le groupe d'experts a également brièvement discuté de l'actuelle réforme de l'UE sur la protection des données personnelles, estimant que ses impacts sur la lutte contre la manipulation des compétitions sportives devaient être évalués et discutés. Il a été décidé de mettre ce sujet à l'agenda de la prochaine réunion, qui se tiendra très certainement à la fin du mois de septembre 2015.

Groupe d'experts du Conseil sur la bonne gouvernance dans le sport

Le 5 mars dernier, le bureau des COE auprès de l'UE a pris part à la deuxième réunion du groupe d'experts du Conseil sur la bonne gouvernance dans le sport, aux côtés d'autres organisations sportives acceptées comme observateurs, telles que le CIO. Deux sujets majeurs ont été abordés : l'organisation des grands événements sportifs et la question de l'égalité des genres dans le sport.

L'organisation des grands événements sportifs

Suite au mot d'accueil des présidents Darren Bailey et Jan Loorbach, tous les participants ont été invités à s'exprimer. Le CIO et le bureau des COE auprès de l'UE ont présenté leurs contributions écrites en mettant spécifiquement l'accent sur l'impact futur de l'Agenda Olympique 2020 sur les procédures d'appels d'offres, ainsi que son application aux grands événements sportifs tels que les Jeux Olympiques et Paralympiques ou les Jeux Européens.

Par la suite, un débat sur le rôle que pourraient jouer les organisations sportives dans la lutte contre les violations des droits de l'homme ou du droit des travailleurs dans les pays/villes

organisatrices a eu lieu. Il en est clairement ressorti que les Etats membres ou les autres participants n'attendent pas des organisations sportives qu'elles révolutionnent ces pays. En effet, de telles évolutions nécessitent du temps et, considérant cela, les attentes liées aux impacts positifs du sport dans ces pays ne doivent pas être irréalistes. Malgré cela, les organisations sportives doivent au maximum se conformer à leurs propres engagements concernant les grands principes généraux comme les droits de l'homme ou la lutte contre les discriminations. C'est pourquoi Transparency International a invité quelques comités olympiques nationaux (par exemple l'Allemagne ou les Pays-Bas) à exprimer publiquement leurs préoccupations sur la situation des droits de l'Homme en Azerbaïdjan.

Au cours de la discussion sur la responsabilité générale des différents acteurs, le *Pacte Mondial des Nations Unies* a plusieurs fois été cité comme un instrument permettant la mise en place de critères de stabilité pour les organisations sportives, comme c'est déjà le cas pour les entreprises.

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

La plupart des participants se sont accordés sur le fait que les droits fondamentaux devaient être appliqués dans tous les événements sportifs, peu importe l'importance de la compétition. De plus, différentes options pour une implication plus importante de la société civile dans les procédures d'appels d'offres et la mise en œuvre des événements ont été abordées.

Le rapport final du groupe d'experts devrait être finalisé en octobre 2015.

L'égalité des genres

La deuxième partie de la discussion a été consacrée à la « Recommandation sur l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport ». Le bureau des COE auprès de l'UE a mis en avant la nécessité de s'appuyer sur des travaux existants, en particulier l'appel à une approche stratégique 2014-2020, préparé par un groupe d'experts de la Commission et présenté lors de la réunion par la présidente d'EWS, Kristina Thuree. Conjointement avec l'EWS et ENGSO, le bureau des COE auprès de l'UE a suggéré aux experts que la future recommandation soit basée sur un nombre limité de priorités provenant de l'appel à une approche stratégique et centré sur la mise en œuvre de ces priorités au niveau national, tout en produisant des exemples de bonnes pratiques afin d'y parvenir. Ces suggestions ont été

soutenues par la majorité des intervenants et reprises par le président, le français Cédric Chaumond.

Le trafic d'êtres humains et la prostitution durant les grands événements sportifs, la capacité des médias à lutter contre les stéréotypes, les violences sexuelles et l'importance du suivi de toutes ces problématiques ont été quelques uns des problèmes soulevés par les experts des Etats Membres et les participants afin que ceux-ci soit au centre de la future recommandation.

Le document final devrait être présenté lors de la réunion du groupe d'experts en octobre et devrait être suivi, en 2016, par le lancement d'une liste d'objectifs sur l'égalité des genres dans le sport. Les détails de cette initiative restent encore à finaliser.

PLUS D'INFORMATIONS:

[Le Pacte Mondial des Nations Unies](#)

Conférence « Comment le sport peut-il contribuer à la promotion des valeurs européennes? »



Le 9 Mars 2015, le Comité Economique et Social Européen (CESE) a organisé un débat public sur la thématique du Sport et des Valeurs européennes. « *Le sport est un élément clé de la construction*

d'une identité européenne et de la transmission des valeurs européennes », a indiqué Henri Malosse, président du CESE durant son discours d'ouverture. La discussion s'est portée sur différents aspects de la dimension sociale du sport tels que le respect mutuel, l'intégration sociale ou encore l'égalité entre hommes et femmes.

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, les institutions européennes jouent un rôle de soutien et de coordination dans le domaine du sport. Yves Le Lostècque, chef de l'unité Sport de la Commission européenne, a souligné les efforts de cette dernière pour satisfaire au rôle sociétal du sport. Il a notamment fait référence au Plan européen de travail pour le sport (2014-2017) et aux différents programmes Erasmus+, instruments majeurs du renforcement d'une identité européenne. M. Le Lostècque a néanmoins souligné que « *le sport ne peut pas résoudre tous les problèmes sociaux, mais il peut y contribuer de manière importante* ».

Pour Folker Hellmund, directeur du bureau des COE auprès de l'UE, le monde sportif doit coopérer avec les autres acteurs pour s'attaquer aux problèmes sociaux comme la discrimination ou l'exclusion sociale. En s'appuyant sur deux projets faisant la promotion de l'égalité entre les

sexes et de l'intégration sociale des travailleuses immigrés, Folker Hellmund a illustré la manière dont le sport pouvait offrir de nouvelles possibilités à la société.

Jorge H. Carratero Garcia, porte-parole de la fédération royale espagnole de football, a étayé la position de F. Hellmund en présentant un projet de football pour les prisonniers. Ce programme soutient l'interaction sociale entre les détenus qui, à travers ce projet, obtiennent un certificat qui leur permet d'entrer sur le marché du travail.

Ces exemples, parmi d'autres, illustrent le potentiel du sport et la variété de sa valeur ajoutée pour la société. Après un débat enrichissant, Bernardo Hernandez Bataller, le rapporteur du CESE a conclu en soulignant que les institutions européennes devaient encourager le développement du sport et coordonner un plus grand nombre d'activités dans le but de renforcer l'identité commune européenne.

Le sport au cœur des récents travaux sur l'égalité des genres

Chaque année, le Parlement Européen examine la situation de l'égalité des genres au sein de l'UE, en s'appuyant sur le rapport annuel de la Commission ainsi que sur ses propres recherches et priorités. En 2013, l'initiative parlementaire proposant une résolution sur les progrès en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, rédigée par le député Marc Tarabella et approuvée par le PE durant sa session plénière de mars, inclut pour la première fois une section dédiée au sport. Rappelant que les problèmes sociaux tels que la violence contre les femmes, les stéréotypes ou encore les écarts de salaires sont également présents dans le monde du sport, le PE appelle, dans cette résolution, les Etats membres à « *exploiter pleinement les possibilités offertes par le sport pour promouvoir l'égalité hommes-femmes, notamment en définissant des plans d'action concrets pour lutter contre les stéréotypes et la violence, pour favoriser l'égalité entre les professionnels du sport et pour promouvoir le sport féminin.* »

De son côté, la Commission Européenne, dans son récent rapport annuel sur l'égalité entre les hommes et les femmes (2014), porte une attention particulière au sport en lien avec ce qu'on appelle le « *gender budgeting* ». La Commission européenne a mis en avant le fait que « *les programmes de l'UE ont participé à la promotion de l'égalité des genres dans de nombreux domaines clés* » dont le sport. Elle a également rappelé que le Conseil a appelé, en 2014, dans ses conclusions sur l'Egalité des genres dans le sport le « *programme Erasmus+, à mettre l'accent sur la prise de décision dans les organismes de tutelle du sport, l'entraînement et la lutte contre les violences à caractère sexiste et les stéréotypes négatifs dans le sport.* »

Le rapport s'appuie sur les données publiées dans la nouvelle étude Eurobaromètre, qui confirme que, malgré quelques progrès, l'égalité entre les sexes « *reste une entreprise inachevée* ». Selon ce rapport, pour chaque heure

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

travaillée, une femme gagne en moyenne 16,4% de moins qu'un homme ; un tiers des femmes dans l'UE rapportent avoir subi des violences corporelles et sexuelles ; les femmes comptent toujours pour moins du quart dans les comités directeurs d'entreprises ; et même si elles ont plus de chances d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur, elles sont toujours fortement sous-représentées dans les filières et les carrières STEM, dans la recherche et les

postes de haut niveau et cela à tout les niveaux de formation, incluant même les diplômes du supérieur. Les stéréotypes de genres sont soulignés comme étant la source la plus probable d'inégalités, notamment dans le sport. Près de 20% des Européens pensent que les stéréotypes sexuels sont diffusés dans le sport, 33% d'eux pensent que ces stéréotypes sont encore plus présents dans les médias, les médias sportifs inclus.

Project « Sport Respects Your Rights » : violence sexuelle et harcèlement dans le sport



Les chiffres disponibles (notamment ceux du [Conseil de l'Europe](#)) suggèrent qu'en Europe, près d' 1 enfant sur 5 est victime d'une forme de violence sexuelle. Les cas d'harcèlements sexuels, d'abus ou de maltraitements physiques se retrouvent dans toutes les sociétés et dans tous les secteurs, y compris dans le sport.

Les participants à la conférence finale du projet "Sport Respects Your Rights", organisée à Vienne les 16 et 17 février 2015, ont souligné l'acuité de cette problématique, évoquée notamment par le professeur Celia Brackenridge, une spécialiste des problèmes de violences et de harcèlement dans le monde du sport de renommée mondiale. Deux témoignages poignants l'ont douloureusement rappelé, par la gymnaste olympique espagnole Gloria Visera et la présentatrice britannique, ancienne coureuse de haut niveau, Charlie Webster. De tels témoignages doivent motiver les organisations du sport à se pencher sur le sujet ou tout du moins à continuer leurs efforts et leurs actions afin d'éviter que de telles situations se reproduisent.

Eviter de tels agissements et contribuer à la création d'un environnement sûr dans le sport, et

en particulier « donner la possibilité aux jeunes européens de combattre la violence sexuelle et le harcèlement lié au genre au travers de campagnes conduites par des jeunes et de réseaux locaux intersectoriels » étaient les objectifs principaux défendus par le projet "[Sport Respects Your Rights](#)". Coordonné par l'organisation Autrichienne Sport pour tous, Sportunion Österreich et cofinancé par le programme de l'UE Daphne III, les membres de ce projet, impliquant 8 organisations partenaires originaires de 6 pays européens, ont recruté 22 organisations ou groupes locaux, ont participé à des formations, ont organisé des workshops et des tables rondes au niveau local et initié des campagnes dans leurs pays et/ou leurs communautés. L'Université allemande du Sport de Cologne a fourni un soutien méthodologique et des formations. En conclusion de la dernière [conférence](#), les organisateurs ont souligné que le projet avait largement atteint ses objectifs, bien que participants et orateurs se soient accordés sur le fait que malgré ces résultats positifs, un tel projet n'est que la première étape dans la création d'un environnement sportif plus sûr et plus agréable pour tous les participants.

La nécessité d'être visible a par exemple été mise en avant durant la conférence par les députés européens autrichiens Ulrike Lunacek et Heinz K. Becker, qui ont promis « d'augmenter la pression au niveau politique » et de « soulever le sujet au

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

sein de l'intergroupe parlementaire consacré à ce sujet ». Un plus grand nombre de témoignages doivent s'exprimer sur le sujet, comme l'a souligné Yves Le Lostècque, directeur de l'unité Sport, qui a informé les participants qu'une procédure d'appels d'offre pour la rédaction d'une étude sur les violences sexuelles dans le sport serait lancée à la fin du mois de mars 2015. Le système anglais de « conditions de financements » selon lequel les clubs et organisations sportives doivent, pour recevoir des aides publiques, avoir une politique interne de protection des enfants, a ainsi été cité comme un excellent exemple de bonne pratique.

La question des violences fondées sur le genre et du droit des enfants dans le sport fera l'objet de deux prochaines recommandations du groupe d'experts du Conseil sur les questions de bonne gouvernance, d'égalité hommes-femmes, la protection des jeunes athlètes et le maintien des droits des enfants dans le sport.

PLUS D'INFORMATIONS:

[Présentation du professeur Celia Brackenridge](#)

La politique étrangère de l'UE et le sport: Le Kosovo et Bakou au cœur de l'actualité

Au cours de sa session de mars, le Parlement Européen a adopté deux résolutions faisant directement référence à des problématiques sportives. Rédigées par la commission des Affaires étrangères, ces documents traitent de deux aspects très différents.

Dans sa résolution annuelle sur l'état des lieux au [Kosovo](#), les députés européens ont félicité le CIO pour sa décision de reconnaître pleinement le comité olympique national du Kosovo. Les députés ont également souligné la volonté du CIO de convaincre les autres fédérations sportives à agir de la même manière.

Durant son évaluation annuelle de [la situation des droits de l'Homme dans le monde](#), le Parlement européen a soulevé la question de l'organisation de grands événements culturels ou sportifs et «*dénonce la pratique croissante des États totalitaires consistant à accueillir des événements sportifs ou culturels de grande envergure afin de*

renforcer leur légitimité internationale tout en continuant de réprimer les désaccords en interne». Plus spécifiquement, le Parlement «*invite l'Union et ses États membres à dialoguer avec les fédérations sportives internationales, avec les acteurs du monde de l'entreprise et avec les organisations de la société civile sur les modalités de leur participation*», évoquant notamment les prochains Jeux Européens de Bakou et la Coupe du monde de la FIFA en Russie. Enfin, les députés appellent également au développement, dans le futur, d'un cadre législatif de l'UE sur le sport et les droits de l'Homme.

PLUS D'INFORMATIONS:

[Résolution sur le processus d'intégration européenne du Kosovo](#)
[Evaluation annuelle de la situation des droits de l'Homme dans le monde](#)

– la voix du mouvement olympique et sportif à Bruxelles –

INFORMATIONS INTERNES ET AGENDA

L'assemblée générale d'ENGSO à Lisbonne les 29 et 30 avril prochains

La 23^{ème} assemblée générale d'ENGSO, accueillie par la confédération sportive portugaise, se tiendra à Lisbonne les 29 et 30 avril prochains. En écho à cet événement, l'Assemblée d'ENGSO jeunes sera organisée dans le même temps.

La première journée débutera par le séminaire UE, qui proposera une mise à jour des derniers développements de la politique sportive européenne. Viendront ensuite une session dédiée au sport pour tous, ainsi qu'en point d'orgue de la journée, l'ouverture officielle de l'AG qui se tiendra, dans la soirée, au sein du City Hall de Lisbonne. M. Antonio Silva Mendes, directeur chargé du Sport et de la Jeunesse au sein de la Commission Européenne, s'adressera directement à l'Assemblée générale lors de la séance inaugurale.

L'Assemblée elle-même, et notamment les élections, se dérouleront le deuxième jour. L'AG va notamment élire un nouveau président, des vice-présidents, deux membres pour son comité

exécutif ainsi que le trésorier de l'organisation. L'Assemblée des jeunes doit également voter pour un nouveau comité ENGSO jeunes avec un président, un vice-président et sept membres pour les années 2015-2017.

PLUS D'INFORMATIONS:

www.engso.eu

Lien pour l'inscription:

<http://www.engso.eu/registration-23rd-ENGSO-GA.php>

Dates importantes en avril 2015

| | |
|--------------------|---|
| 6 Avril | Lundi de Pâques, <i>Bureau des COE auprès de l'UE fermé</i> |
| 17 Avril | Rencontre du bureau des COE auprès de l'UE avec l'Unité Sport de la Commission Européenne, <i>Bruxelles</i> |
| 21-22 Avril | Groupe d'experts du Conseil sur la dimension économique du sport, <i>Vienne</i> |
| 27 Avril | Comité directeur du projet SIGGS, <i>Bureau des COE auprès de l'UE</i> |
| 29-30 Avril | Assemblée Générale d'ENGSO, <i>Lisbonne</i> |